



Ecole à la maison : « Qui sont les 800 000 élèves “perdus” ? »

« La fracture numérique ne peut pas à elle seule expliquer le décrochage » d'entre 5 % et 8 % des élèves depuis le début du confinement, selon Pascal Plantard, professeur d'anthropologie des usages des technologies numériques à l'université Rennes-2. Au milieu de la troisième semaine de confinement, le ministre de l'éducation nationale a estimé qu'« entre 5 % et 8 % des élèves » ont été « perdus » par les enseignants, en mettant en avant la « fracture numérique » comme l'une des principales causes. En est-on bien sûr ? Qui sont ces jeunes que l'école a perdus en quelques jours seulement ?

Rappelons d'abord que la notion de « fracture numérique » est largement débattue par les chercheurs depuis vingt ans, à la fois par son caractère caricatural et idéologique. Caricatural, parce qu'on n'est pas « in » ou « out », « branché » ou « débranché », nos usages des technologies numériques sont très différenciés et les causes d'exclusion numérique multiples. Idéologique, parce que, depuis la première évocation de la « digital divide » par Bill Clinton, en 1996, la plupart des réponses politiques à cette fracture numérique sont technocentrées. En cette période de crise sanitaire, n'est-on pas une nouvelle fois tenté de ne distribuer que des machines, des ordinateurs recyclés ou des tablettes « magiques » aux élèves décrochés de l'école à la maison ?

Ecole à la maison et quartiers populaires

Espérons que l'on n'oubliera pas alors de prendre aussi en compte l'éloignement éducatif, social et culturel vis-à-vis des technologies numériques, mais aussi de l'institution scolaire. Selon les définitions et les études, il y aurait entre 5 et 18 millions de Français éloignés, voire exclus, du numérique en France. Ce qui crée à l'intérieur des familles et entre elles des facteurs multiples d'inégalités vis-à-vis du numérique ayant des conséquences éducatives majeures dans la période de confinement. Si on prend l'estimation ministérielle, à 6,5 %, de la population scolaire (12,4 millions d'élèves en 2018-2019) aujourd'hui « perdue », cela fait tout de même 806 000 élèves sur le bord de la route.

C'est bien sûr dans les quartiers populaires que les questions d'inégalités sociales, éducatives et numériques sont les plus préoccupantes. Les difficultés s'y amplifient avec le confinement, les pertes de revenus, l'accès plus difficile aux aides alimentaires, aux soins et aux aides sociales. Les familles se retrouvent confinées dans des appartements trop petits et, pour certaines, avec l'angoisse de la contamination pour tous ceux qui exercent les métiers « indispensables » : aides-soignants, éboueurs, livreurs, caissières, femmes de ménage, chauffeurs... qui ne peuvent télétravailler.

Dans ce contexte, les parents, déjà en délicatesse avec les devoirs et la régulation des pratiques numériques ludiques (vidéos et jeux en ligne, réseaux sociaux...) risquent de ne pas s'en sortir avec l'école à la maison. Malgré l'engagement des enseignants et des associations, le cumul des tensions provoquées par l'épidémie est en train de créer un climat social délétère qui demandera, outre la question de la « fracture numérique », une remise à plat de l'éducation prioritaire très articulée avec l'éducation populaire et la médiation numérique.

Les dispositifs de l'école inclusive mis à l'épreuve !

Mais les jeunes des quartiers prioritaires ne sont pas les seuls que cette assignation à l'école à la maison est susceptible de mettre en difficulté et de « perdre ». Pour les élèves ayant des besoins éducatifs particuliers, scolarisés dans des dispositifs de type Segpa, ULIS ou bénéficiant d'un projet d'accompagnement personnalisé (PAP) en raison d'un handicap, le confinement avait mal commencé. Les enseignants spécialisés avec qui nous avons échangé la première semaine avaient plutôt l'impression que 40 % des élèves manquaient à l'appel numérique, et ce pour différentes raisons.

Avec un enfant autiste, en situation de handicap ou présentant une phobie scolaire, la vie quotidienne est déjà très compliquée en temps ordinaire. En période de confinement, les

difficultés liées à l'organisation du domicile (exiguïté, isolement difficile, etc.), à l'accompagnement et au suivi familial (tensions familiales, télétravail, parents absents ou séparés, malades, etc.), à la langue (allophone, migrant, etc.), aux difficultés d'apprentissage et enfin, sans doute en dernier lieu, aux équipements et aux usages des technologies numériques, deviennent insurmontables.

Les efforts des enseignants et des chefs d'établissement, épaulés par les travailleurs sociaux, d'autres parents et les associations, ont heureusement fait baisser ce taux sans pour autant garantir le renforcement des apprentissages des élèves. L'essentiel était de maintenir le lien avec ces jeunes déjà fragiles et leur famille. Certains enseignants spécialisés, interrogés par le réseau de recherche M@rsouin, racontent les difficultés avec les élèves devant travailler sur leur smartphone faute d'ordinateur familial, ou bien avec les parents qui ne comprennent pas ce que l'on attend de leur enfant. Plus la situation psychologique, sociale, économique et culturelle de l'élève était éloignée des attendus et des pratiques numériques scolaires avant la période de confinement, plus le retour à l'école sera difficile.

Comprendre les pratiques numériques des jeunes

Ainsi donc il faut répéter que, non, la fracture numérique ne peut pas à elle seule expliquer le décrochage de 806 000 enfants en trois semaines. Dans notre société occidentale du début du XXI^e siècle, marquée par l'omniprésence des technologies, les usages des technologies numériques sont des normes sociales qui s'imposent à nous autant que nous les construisons collectivement par « braconnage » (Michel de Certeau, 1980). Autrement dit, on ne fait pas que « choisir » d'utiliser telle ou telle technologie, nous suivons aussi des « normes » d'usage liées à ce que notre groupe d'appartenance social pratique quotidiennement et qu'on ne maîtrise pas consciemment.

Le confinement cristallise les inégalités entre les cultures numériques « ordinaires », plutôt associées aux loisirs, et la culture numérique scolaire. Il est donc primordial de comprendre les pratiques numériques des jeunes pour réduire l'opposition entre ces deux types de culture numérique. Par exemple, on ne peut pas passer à côté du phénomène Fortnite lorsqu'on réfléchit à la situation des enfants de 8 à 12 ans. De même qu'il faut savoir qu'en sortant de la « culture de la chambre », très présente dans TikTok, pour la tranche 12 à 14 ans, Snapchat est ensuite très utilisé au collège et favorise l'entre-soi des collégiens. S'il demeure au lycée, il est plus ou moins délaissé au profit d'Instagram. Il devient aussi essentiel de savoir que les tutoriels sur YouTube sont vécus comme une « seconde école » par les familles modestes (Pasquier, 2018). Et, d'après la recherche Ineduc, que ce sont les élèves qui ont les moins bons résultats scolaires qui, avant le confinement, allaient chercher le plus sur Internet des ressources pour leurs devoirs.

L'expérience du confinement est intense et massive. C'est un « fait social total », pour reprendre l'expression de Marcel Mauss (1923). La reproduction à distance de la norme scolaire classique et de ses attendus, avec les contradictions, la charge mentale et les conflits de légitimité qu'elle représente, est une voie sans issue. Non, ces élèves n'ont pas été « perdus » par les enseignants, mais laissés pour compte par l'ensemble de la société. Ils nous montrent néanmoins la voie pour construire une nouvelle école républicaine moins ségrégative et plus inclusive en s'appuyant sur le potentiel d'émancipation et de pouvoir d'agir partagé des usages des technologies numériques.

Ce texte est paru dans « Le Monde de l'éducation ». Si vous êtes abonné au « Monde », vous pouvez vous inscrire à cette lettre hebdomadaire en suivant ce lien

Pascal Plantard (Professeur d'anthropologie des usages des technologies numériques à l'Université Rennes 2)